Bulletin de conjoncture

MICHIGAN STATE UNIVERSITY

Réalisé conjointement avec le PROMISAM – MSU - USAID

Bulletin d'analyse prospective du marché agricole

Mai 2015

De légères hausses des prix en perspective sur les marchés céréaliers

I - Contexte du déroulement de la campagne de commercialisation 2014/15

La campagne de commercialisation 2014/15 a été marquée par une production agricole jugée globalement bonne, notamment dans les grandes zones de production. Selon les résultats de l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC), la production obtenue est estimée à 6.980.733 tonnes, soit une hausse de +12,82% par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 21,70% par rapport à l'année dernière. L'excédent de production dégagé est de 1.877.929 tonnes.

Le suivi du Système d'Alerte Précoce confirme cette bonne production dans le pays car par rapport à la campagne de commercialisation passée le nombre de populations en insécurité alimentaire a sensiblement baissé. En effet, Il est passé de 1.920.060 personnes en 2013/14 à 409.852 personnes cette année. De même les distributions alimentaires gratuites effectuées par le Commissariat à la Sécuritaire Alimentaire devront sensiblement baisser cette année. En effet elles étaient de 27.063,900 tonnes l'année dernière contre une prévision de 15.000 tonnes cette année.

Cette situation globalement bonne en termes de production agricole et d'excédent de production a contribué à faire chuter les prix des céréales sèches durant la période des récoltes de la campagne de commercialisation 2014/15. Le ralentissement des activités commerciales, entre les zones excédentaires du sud et les zones déficitaires du nord suite à la recrudescence de l'insécurité, a également participé à la baisse de la demande sur les marchés et donc du niveau des prix.

Ainsi, le prix moyen national pondéré à la production du mil est passé de 130 F CFA/kg au mois de Novembre 2014, début des opérations de récoltes, à 115 F CFA/kg en Janvier 2015, période des grandes récoltes.

Afin de soutenir les prix au producteur et améliorer les revenus des producteurs, l'Etat et ses partenaires ont procédé à des achats publics pour la reconstitution des stocks dans le cadre des différents programmes. Ainsi, l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM), dans le cadre de la reconstitution des stocks publics, s'est lancé dans des opérations d'achat de 35.000 tonnes de mil/sorgho pour le compte du Stock National de Sécurité et de 25.000 tonnes de riz pour le compte du Stock d'Intervention de l'Etat. De même le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a procédé aussi dans les zones excédentaires du pays[1] à l'achat de céréales dans le cadre de son programme pays.

En ce qui concerne le riz, malgré une production agricole jugée bonne dans les zones à maitrise totale et mitigée dans les autres systèmes de production,

[1] Sans être exhaustif, il s'agit essentiellement des régions de Ségou et de Sikasso

sa production globale a été très peu affectée. En effet selon les résultats de l'enquête agricole de conjoncture, la production rizicole est en légère baisse en passant de 2.211.920 tonnes en 2013/14 à 2.166.830 tonnes en 2014/15, soit une baisse -2%. Toutefois, le marché du riz a connu une évolution un peu particulière avec un état d'approvisionnement légèrement en dessous de la moyenne et un prix en hausse par rapport à celui de l'année dernière et à la moyenne des 5 dernières années.

Les opérateurs rencontrés imputent ce comportement des prix à l'intervention de l'Etat à travers l'Office des Produits Agricoles du Mali sur le marché du riz.

Concernant les riz importés leurs prix, bien que inférieurs à ceux du riz local, sont restés stables et élevés depuis le début de la campagne de commercialisation 2014/15 (Cf. graphique 5). La dévaluation du Franc CFA par rapport au dollar ne devrait pas améliorer les choses car elle devra dans le futur renchérir les importations, ce qui pourra faire baisser les quantités de riz importées et faire augmenter leurs prix.

Dans les mois à venir, les incertitudes des populations rurales vont commencer à grandir quant au déroulement de la nouvelle campagne agricole[2] en termes de pluviométrie. C'est dans ce contexte que les événements majeurs suivants, ayant tous des impacts sur le marché, devront se produire. Il s'agit des préparatifs de la campagne agricole 2015/16; de l'avènement du mois de carême musulman et de la signature de l'accord de paix.

L'objet de ce bulletin de conjoncture est d'étudier les impacts que pourraient avoir tous ces événements sur le fonctionnement des marchés et de faire des recommandations pour réduire les risques d'insécurité alimentaire durant la période hivernale.

II - Evolution des marchés à mi-parcours de la campagne de commercialisation 2014/15

Durant les six premiers mois de cette campagne de commercialisation 2014/15, les marchés céréaliers ont été caractérisés par un état d'approvisionnement jugé bon à moyen pour les céréales sèches et légèrement en dessous de la moyenne pour le riz local.

Concernant les prix moyens nationaux pondérés au producteur des céréales sèches, ils ont baissé de novembre 2014 à janvier 2015 pour ensuite amorcer de légères hausses successives jusqu'en avril 2015. Leurs niveaux ont été dans l'ensemble non seulement inférieurs à ceux de l'année dernière mais aussi aux prix moyens des cinq dernières années (cf. graphiques 1, 2,3 en fin de document).

Habituellement, durant les mois d'avril les prix des céréales sèches subissent de légères fluctuations qui sont majoritairement à la hausse. Cette année dans la majorité des marchés visités, ces variations de prix sont si faibles qu'elles peuvent être assimilées à une relative stabilité (cf. graphiques 10,11 et 12). Cette évolution de relative stabilité des prix des céréales sèches s'explique par l'agrégation d'un ensemble de facteurs dont les effets ont contribué soit à faire baisser la demande, soit à faire augmenter l'offre. Ces facteurs sont entre autres :

- Le relative équilibre entre l'offre et la demande à cause de :
    - La diminution des céréales transférées des zones de production vers les zones structurellement déficitaires, due à l'insécurité ;
    - Les procédures d'attribution des marchés publics pour la reconstitution du stock national de sécurité ont sensiblement ralenti cette dernière qui, selon certains commerçants rencontrés, pourrait ne pas être réalisée à 100% cette année pour la simple raison que les prix actuels du marché ne devraient pas permettre à certains adjudicateurs retenus pour cette opération d'honorer leurs engagements. Ce qui explique en cette période en partie la baisse de la pression de la demande sur les marchés ;

[2] Déjà dans le Mali sud, les populations confirment qu'il y a du retard dans l'installation des pluies par rapport à l'année dernière

- La lourdeur des procédures administratives d'obtention des intentions d'exportation des céréales n'encourage pas les commerçants à exporter ou du moins de façon formelle ;

- La présence de quelques stocks commerciaux au niveau de certains commerçants et/ou associations de commerçants, qui n'ont pas été retenus par l'appel d'offre de l'OPAM pour la reconstitution du Stock National de Sécurité et qui, à défaut d'obtenir des propositions de prix rémunérateurs des adjudicateurs retenus et actuellement retardataires, sont maintenant en train de ventre leurs stocks sur les marchés.

Les prix du riz local ont connu un niveau plus élevé cette année par rapport à l'année dernière et à la moyenne des cinq dernières années (cf. Graphiques 4 et 9). La hausse des prix du riz local a été beaucoup plus prononcée que celle des céréales sèches à cause des facteurs suivants :

- Une production agricole jugée bonne dans les zones à maitrise totale et mitigée dans les autres systèmes de production ;

- Les achats de l'Office des Produits Agricoles du Mali pour la reconstitution du stock d'intervention de l'Etat. Il faut souligner que les prévisions d'achat (25.000 tonnes de riz) pourraient ne pas être obtenues à cause du fait que les prix actuels du marché sont supérieurs à ceux de l'OPAM, qui sont de 290 F/Kg à Bla et Macina, 292 F/kg à San, 300 F/kg à Ségou et 310 F/kg à Bamako. Toutefois les achats déjà effectués ont permis d'améliorer sensiblement les revenus des producteurs ;

- La diminution des objectifs de production du riz de contre saison, en effet, sur une prévision de 14.863 ha, la mise en culture a porté sur 7.947,21 ha soit un taux de réalisation de 53,47%. Cette diminution des objectifs de production est consécutive à la réalisation des travaux de réfection de certains canaux d'irrigation, notamment celui de N'Débougou et une partie de celui de Niono, ce qui va renforcer la main basse des producteurs affectés sur le restant de leurs stocks de riz de la production hivernale;

- La présence sur les marchés des productions maraichères offrant des sources de revenus supplémentaires aux producteurs au même titre que le riz. Cette situation permettra aux producteurs de faire une gestion parcimonieuse de leurs stocks commerciaux de riz en cette veille du mois de carême et du début des travaux de la campagne agricole 2015/16.

S'agissant des riz importés brisés et RM40, leurs prix sont restés quasiment stables durant les six(6) premiers mois de la campagne de commercialisation 2014/2015 (cf. graphique 5).

III - Perspectives de l'évolution des prix et des quantités sur les marchés

Les événements majeurs suivants, ayant tous des impacts sur les marchés, caractériseront les périodes à venir. Il s'agit pour les céréales sèches:

- Du déroulement de la future campagne agricole. Actuellement au Mali, l'approche de chaque campagne agricole constitue une source d'inquiétude pour le monde rural à cause des aléas climatiques qui la caractérise. Si la pluviométrie s'installe normalement et se poursuit de façon régulière dans le temps et dans l'espace alors les inquiétudes des producteurs s'estomperont et on assistera à une augmentation des quantités mises en marché. Dans le cas contraire les producteurs auront tendance à faire la main basse sur le restant de leur production en attendant de voir clair quant à l'évolution future de la campagne agricole. Il se produirait ainsi un rétrécissement de l'offre sur les différents marchés suite à la baisse des quantités de céréales commercialisées tant au niveau des producteurs qu'au niveau des commerçants.

- De l'arrivée du mois de carême dans la deuxième quinzaine du mois de juin 2015. Le mois de carême est le mois au cours duquel la demande pour les céréales et plus particulièrement le mil et le riz est très forte. En conséquence les prix devront connaitre des mouvements de hausse au cours de ce mois.

- De la signature de l'accord de paix entre le Mali et les groupes armés qui est prévue pour le 15 mai 2015. Elle devrait marquer la reprise des activités commerciales avec les régions du nord, grandes consommatrices de céréales, surtout du mil et du riz.

Cette hausse des prix, en perspective, pourrait être atténuée si toutefois l'Etat intervenait en faveur des populations vulnérables, identifiées par le SAP, par la distribution alimentaires gratuites des 15.000 tonnes de céréales sèches prévues dans le plan national de réponse 2014/15. Cette intervention réduirait sensiblement la demande dans les localités bénéficiaires de cet appui de l'Etat et améliorera le taux de couverture de la demande par l'offre dans ces localités.

Pour ce qui concerne le riz, l'apparition du riz de contre saison sur les marchés durant les mois de mai et juin 2015 va très légèrement améliorer l'offre de cette spéculation sur les marchés jusqu'en fin juin début juillet 2015. Avec l'arrivée du mois de carême en mi-juin 2015, l'augmentation de la pression de la demande va aussi contribuer à faire augmenter encore plus le prix du riz, qui est déjà à un niveau relativement élevé.

En résumé, les prix vont continuer à hausser dans les mois à venir, toutefois leur niveau dépendra du déroulement de la nouvelle campagne agricole 2015/16, tributaire des aléas climatiques. En cas d'une bonne pluviométrie bien repartie dans le temps et dans l'espace, la période de soudure pourrait être douce en termes de niveau des prix. Dans le cas contraire, les prix devraient sensiblement augmenter et pourraient nécessiter d'autres actions de la part de l'Etat et de ses partenaires.

IV - Recommandations pour une amélioration de la disponibilité céréalière durant les six(6) derniers mois de la campagne de commercialisation 2014/15

Face à cette situation de hausse de prix ci-dessus évoquée, la mission recommande ce qui suit :

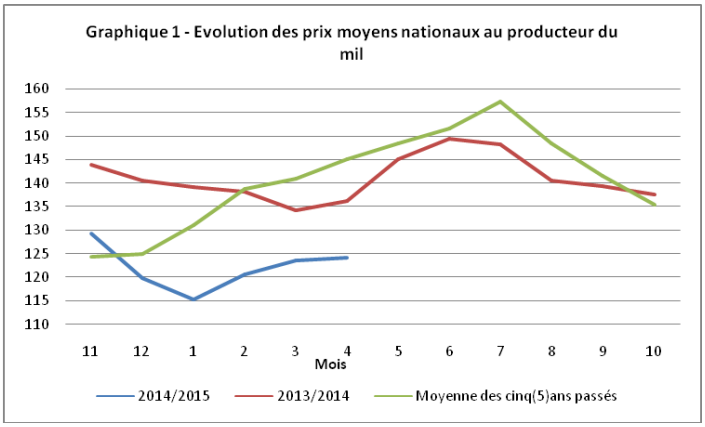
- **La mise en marché du riz acheté dans le cadre de la reconstitution du stock d'intervention de l'Etat et la poursuite des ventes d'interventions dans les zones d'insécurité.** Compte tenu du fait que les prix des céréales devraient hausser à la veille et durant le mois de carême à cause de l'augmentation de la demande, la meilleure façon de contenir ces hausses de prix et d'améliorer l'accès des citoyens ayant des bourses modestes aux céréales est de mettre sur le marché le riz local du stock d'intervention de l'Etat et de poursuivre les ventes d'intervention de céréales sèches dans les zones d'insécurité ;

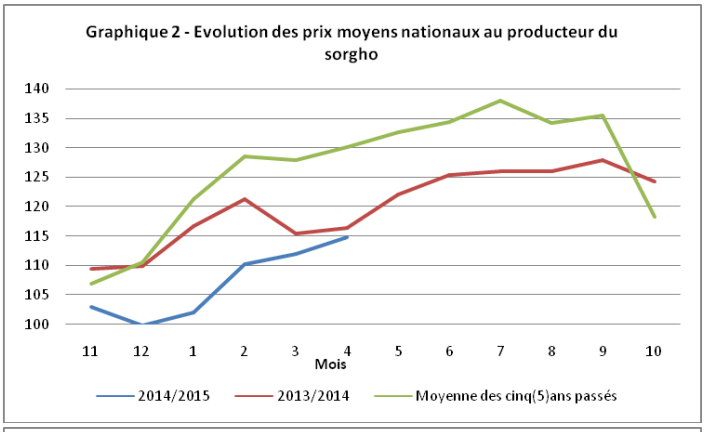
- **La mise à disposition à temps des distributions alimentaires gratuites prévues dans le plan national de réponse 2014/15.** Dans le but de faire restaurer la quiétude au niveau des populations vulnérables, les opérations d'aide à ces dernières devraient être lancées plutôt en juillet 2015 afin que tous les bénéficiaires puissent être en possession de leur dotation avant la fin de la première décade d'Août 2015;

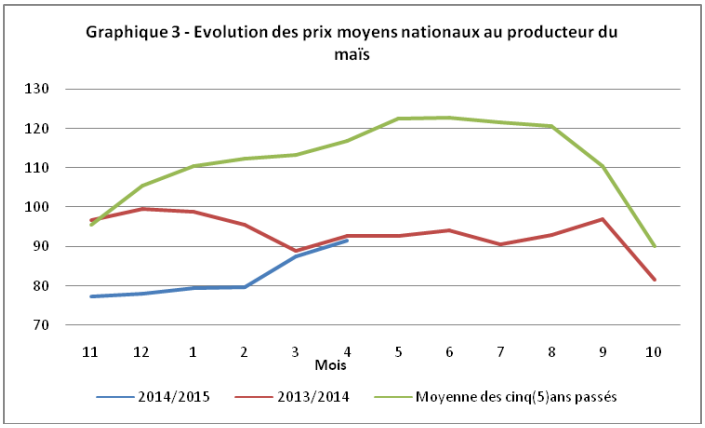
- **La reconstitution totale du stock national de sécurité.** Cette reconstitution devra améliorer la capacité du pays à faire face à une situation de crise alimentaire en cas d'une mauvaise campagne agricole 2015/2016. Toutefois les informations reçues sur le terrain ne sont pas favorables à la reconstitution totale du stock national de sécurité. En effet, certains des adjudicataires retenus pour fournir les céréales à l'OPAM seraient en difficulté d'honorer leur engagement et n'ont pas pu proposer des prix

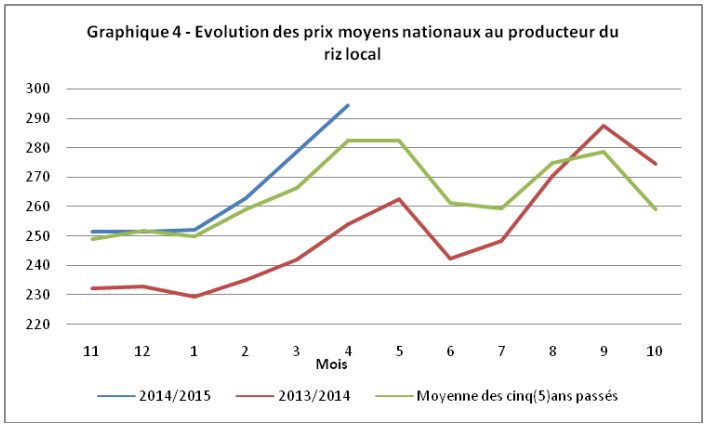
rémunérateurs aux commerçants capables de les aider à obtenir les stocks dont ils ont besoin. Si ces informations se confirmaient la reconstitution du reliquat du stock national de sécurité devra être une priorité durant le mois de mai 2015. Pour ce faire, il faudra que cette opération soit rapide en mettant en place des procédures rapides de réattribution des marchés.

V - Evolution des prix moyens nationaux pondérés au producteur

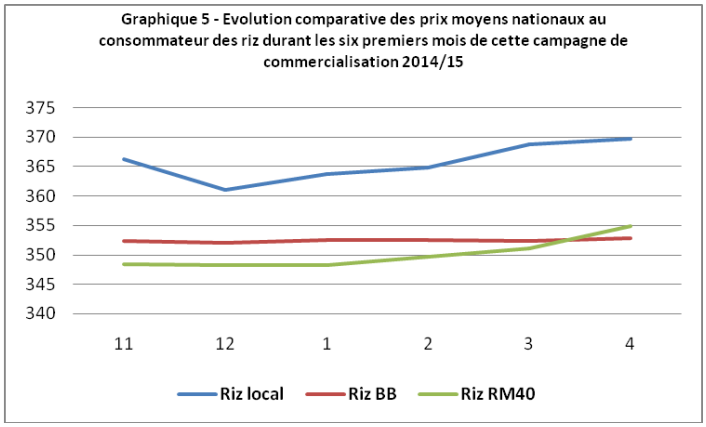


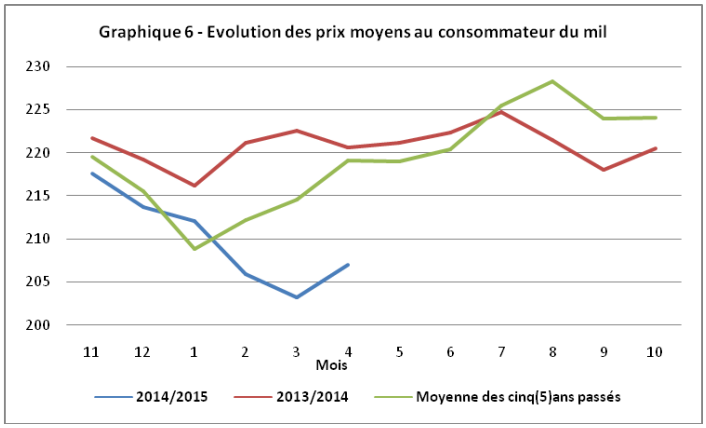


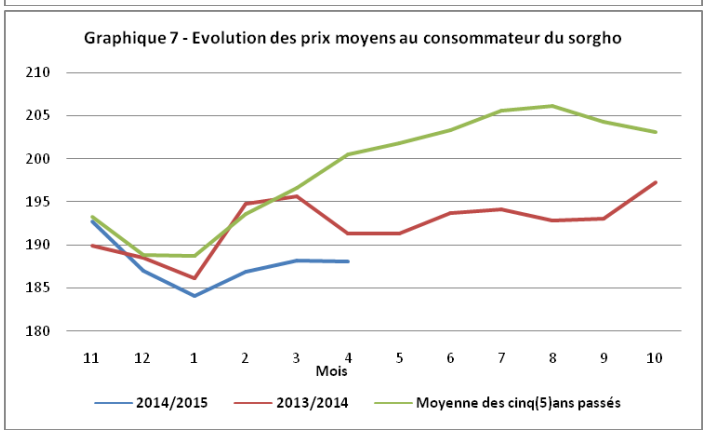


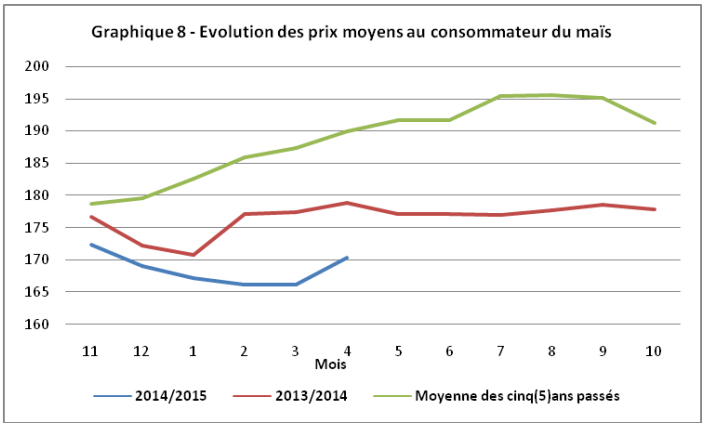


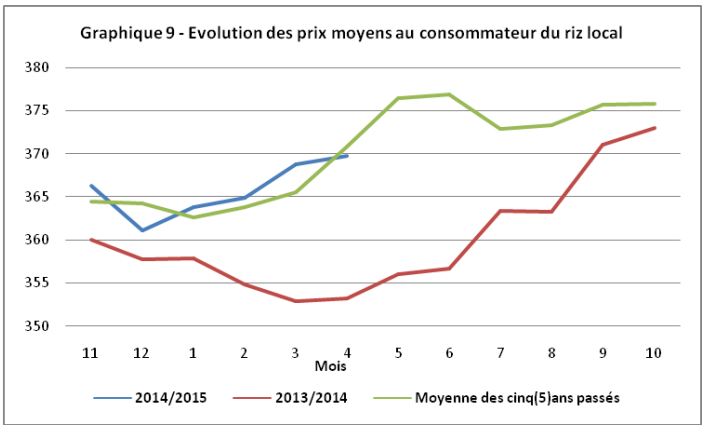
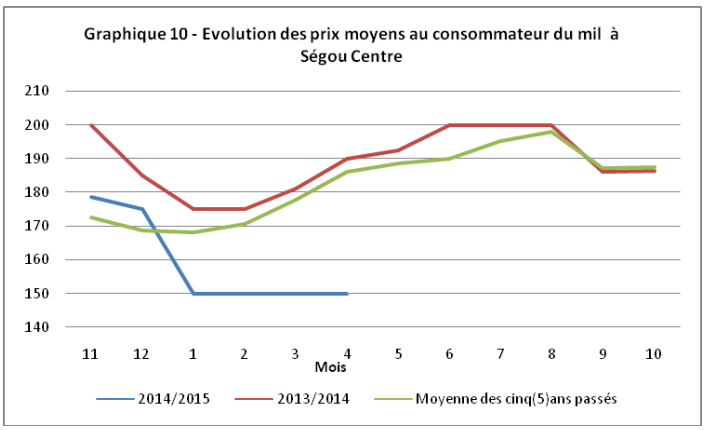
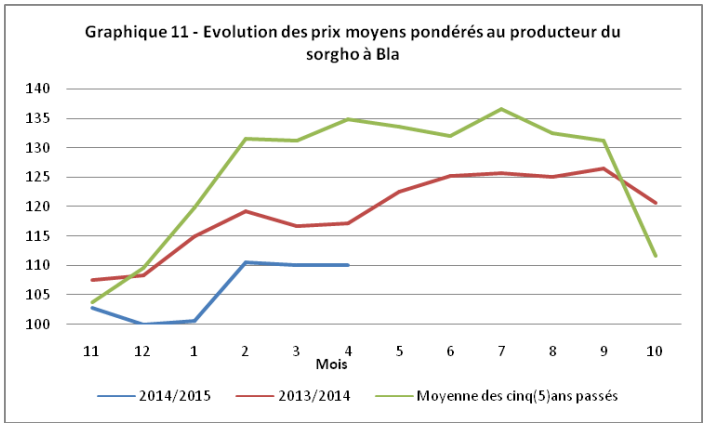
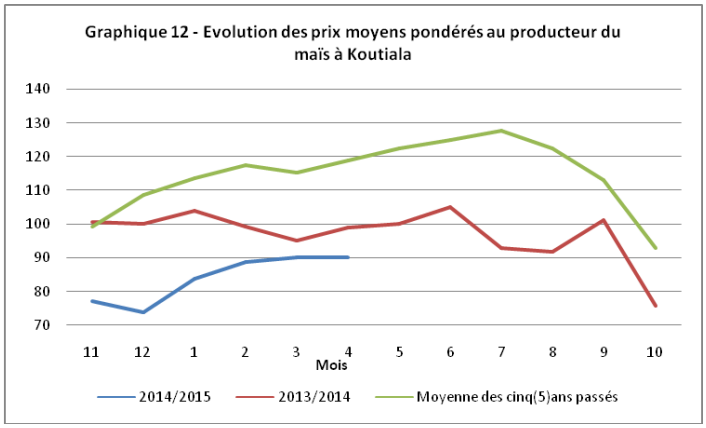
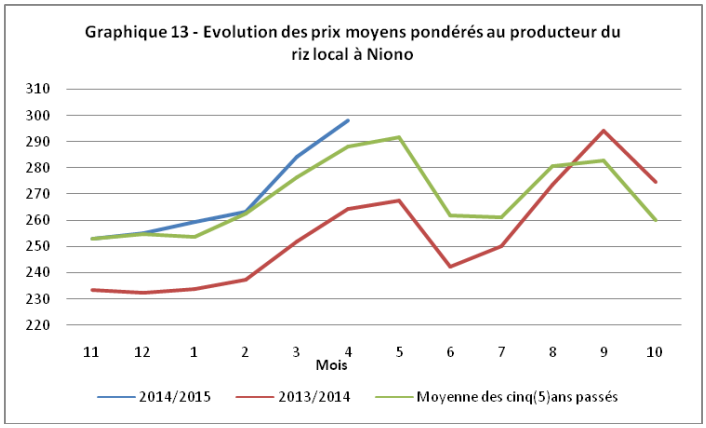
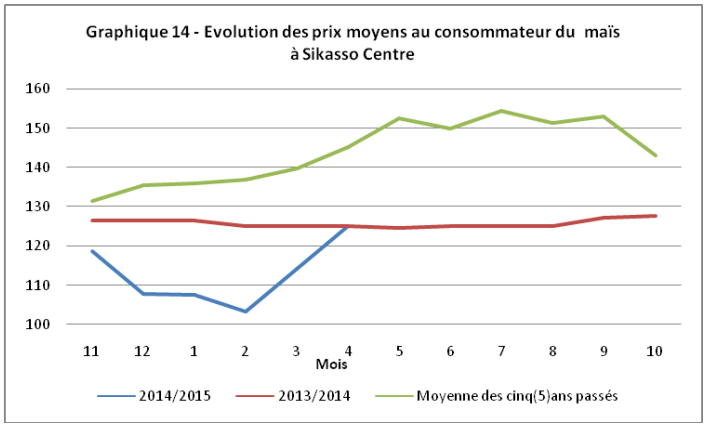
VI - Evolution des prix moyens nationaux au consommateur











VII - Evolution des prix dans les localités visitées